

Toujours les Mêmes Boucs Émissaires ? La Lutte contre la Pandémie et la Sécuritisation de l'Éducation Coranique dans le Nord du Nigéria

Auteur(s): Hannah Hoechner et Sadisu Idris Salisu

Source: *Journal on Education in Emergencies*, Vol. 8, No. 3 (Décembre 2022), pp. 111-141

Publié par: Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE)

URL stable: <http://hdl.handle.net/2451/63984>

DOI: <https://doi.org/10.33682/6zws-v6j9>

RÉFÉRENCES:

Ceci est une publication en libre accès. La distribution est gratuite. Tout crédit doit être donné aux auteurs comme suit:

Hoechner, Hannah, et Sadisu Idris Salisu. 2022. "Toujours les Mêmes Boucs Émissaires ? La Lutte contre la Pandémie et la Sécuritisation de l'Éducation Coranique dans le Nord du Nigéria." *Journal on Education in Emergencies* 8 (3): 111-41. <https://doi.org/10.33682/6zws-v6j9>.

Le *Journal on Education in Emergencies (JEiE)* publie les excellents travaux novateurs de chercheurs et de professionnels de l'éducation en situations d'urgence, définie au sens large comme des opportunités d'apprentissage de qualité pour tous les âges dans les situations de crises, y compris le développement de la petite enfance, l'éducation primaire et secondaire, l'éducation non-formelle, technique et vocationnelle, l'éducation supérieure et pour les adultes.

© 2022, Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE).



Le *Journal on Education in Emergencies*, publié par le [Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence \(INEE\)](#), est sous licence [Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International License](#).

TOUJOURS LES MÊMES BOUCS ÉMISSAIRES ? LA LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE ET LA SÉCURITISATION DE L'ÉDUCATION CORANIQUE DANS LE NORD DU NIGÉRIA

HANNAH HOECHNER ET SADISU IDRIS SALISU

RÉSUMÉ

Si l'on peine encore à avoir une vision complète des conséquences de la pandémie de COVID-19 sur le système scolaire formel, on en sait encore moins quant à son impact sur les systèmes d'éducation non formels, et notamment sur les institutions d'enseignement islamique. Dans cet article, nous étudions le lien entre la lutte contre la pandémie et la sécuritisation de l'éducation coranique dans le nord du Nigéria ; plus précisément, nous examinons comment les écoles coraniques, leurs enseignants et leurs élèves ont été présentés comme des menaces pour la sécurité qui exigeaient une réponse ferme. Les questions de sécurité dominent depuis longtemps la façon dont sont perçues les écoles coraniques dans cette région minée par la violence sectaire et interreligieuse. Les élèves des écoles coraniques ont souvent été désignés comme de futurs délinquants et des recrues faciles pour les groupes radicaux ; on les a dépeints comme des vecteurs de maladie, en dépit du manque de preuves épidémiologiques. Dans cet article, nous montrons que cette image de menace pour la sécurité s'est révélée très adaptable dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Nous examinons comment le fait de percevoir les élèves des écoles coraniques comme dangereux a légitimé l'évacuation forcée des écoles et la déportation des élèves. Ces mesures drastiques ont nourri l'image du COVID-19 comme un mensonge et un complot fomenté par les politiciens pour servir leurs objectifs. Les données pour cet article sont tirées de 14 journaux de bord oraux enregistrés à Kano, au Nigéria, entre avril et juin 2020, de neuf entretiens menés auprès d'enseignants et d'élèves

Reçu le 16 août 2021 ; révisé le 1 juin 2022 ; accepté le 22 juillet 2022 ; publié électroniquement en décembre 2022.

Journal on Education in Emergencies, Vol. 8, No. 3.

Copyright © 2022 par le Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE).

ISSN 2518-6833

d'écoles coraniques concernées par les mesures d'évacuation et de notre analyse de la couverture médiatique par les journaux nigériens.

INTRODUCTION

Si l'on peine encore à avoir une vision complète des conséquences de la pandémie de COVID-19 sur le système scolaire « formel », on en sait encore moins quant à son impact sur les systèmes d'éducation « non formels », et notamment sur les institutions d'enseignement islamique¹. Dans cet article, nous cherchons à combler cette lacune en étudiant le lien entre la lutte contre la pandémie et la sécuritisation de l'enseignement coranique dans le nord du Nigéria ; plus précisément, nous examinons comment les écoles coraniques, leurs enseignants et leurs élèves ont été présentés comme des menaces pour la sécurité appelant une réponse ferme².

À ce jour, les recherches dans le domaine de l'éducation n'ont accordé qu'une attention limitée aux institutions d'éducation islamique. Les chercheurs et responsables politiques considèrent souvent que les élèves des écoles islamiques, en particulier ceux dont le programme exclut toute matière laïque, se trouvent « en dehors du système scolaire » (d'Aiglepierre et Bauer 2018 ; Sanusi 2017³). En outre, leurs efforts de recherche ont davantage cherché à identifier les moyens qui pourraient permettre à ces élèves d'être intégrés aux systèmes d'éducation laïques et formels, plutôt qu'à comprendre les systèmes d'éducation islamiques en tant que tels (Hoechner 2018). L'étude des institutions d'éducation islamique a surtout intéressé les historiens, les anthropologues des religions et les spécialistes des études islamiques, qui ont souligné leur dynamisme et leur diversité (Hefner et Zaman 2007 ; Launay 2016). Toutefois, les spécialistes de l'éducation reconnaissent de plus en plus que les écoles religieuses permettent d'augmenter l'accès à l'éducation en la rendant acceptable aux yeux de groupes réticents à l'égard des systèmes scolaires laïques, et en intervenant là où les gouvernements ne fournissent pas un service public d'éducation satisfaisant (Boyle 2019 ; Harber 2014). Ces raisons font que les institutions d'éducation islamique revêtent un grand intérêt pour l'éducation en temps de crise ; pourtant, la littérature sur le sujet tend à se restreindre aux

1 Les termes « formel » et « non formel » ont fait l'objet de critiques, du fait qu'ils propageraient une fausse distinction tout en privilégiant l'expérience de « l'Occident industrialisé », reproduisant ainsi des biais ethnocentriques (Froerer 2012, 370-71).

2 Afin d'éviter le terme « traditionnel », fortement connoté (voir note 8), nous désignons les écoles sur lesquelles porte notre étude comme « écoles coraniques classiques » ou simplement « écoles coraniques ». Nous détaillerons plus loin leurs caractéristiques.

3 Ce qui est considéré comme « système scolaire » et comme « intégré au système scolaire » ou « en dehors du système scolaire » est politique et fait l'objet de débats.

conflits violents et aux problèmes supposés de radicalisation et d'activisme (Fair 2007 ; Winthrop et Graff 2010). Tout cela a participé à la sécuritisation de ces écoles, un phénomène que nous examinons dans cet article.

On a pu lire que les crises sanitaires créent « une fenêtre ethnographique spécifique sur les lignes de fracture structurelles au sein de la société et de l'État-nation » (Shepler 2017, 452), une analyse que l'on pourrait appliquer à la pandémie de COVID-19. Les divisions sociales se reflètent souvent dans la « sphère éminemment politique » (Cohen *et al.* 2021, 368) de l'éducation, notamment en temps de crise. Certains analystes ont considéré que les réponses à la pandémie de COVID-19 ont été « imprégnées par [...] les légitimations et les délégitimations de savoirs particuliers » et qu'elles ont révélé « à quels avènements et opportunités dans la vie nous accordons ou non de la valeur » (368). Dans cet article, qui se situe à la croisée des recherches en éducation, en anthropologie médicale et en sécuritisation, nous examinons comment le long passif de marginalisation des élèves des écoles coraniques dans le nord du Nigéria et leur stigmatisation comme menace pour la sécurité a facilité leur représentation et leur traitement comme une menace virale dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

En nous appuyant sur la notion de sécuritisation, nous étudions la façon dont les responsables politiques et les médias ont dépeint les élèves des écoles coraniques, les *almajirai* (singulier : *almajiri*) en langue haoussa, comme des vecteurs de maladie et une menace globale pour les communautés, malgré l'indisponibilité de données épidémiologiques validant une telle représentation⁴. Les écoles coraniques classiques auxquelles nous nous intéressons dans cet article sont fréquentées principalement par une population rurale pauvre vivant dans le nord du Nigéria, une région majoritairement musulmane et gouvernée par des leaders politiques musulmans. Les écoles font depuis longtemps l'objet d'une détestation par les citoyens aisés et les musulmans réformateurs, notamment ceux de tendance pro-salafite, ainsi que par de nombreux Nigériens du sud dont la majorité sont chrétiens (Hoechner 2018). L'histoire de la région du nord du Nigéria est entachée de violence sectaire et interreligieuse. Dans ce contexte, les *almajirai* ont souvent été perçus comme des combattants de la violence et des recrues faciles pour les groupes radicaux (par exemple, Soyinka 2012). Lorsque la pandémie de COVID-19 a éclaté, les vieilles craintes à l'égard des écoles coraniques et de leurs élèves ont pris une nouvelle forme.

⁴ Nous témoignons notre reconnaissance envers Charles Nweke qui nous a inspirés intellectuellement (2021), ayant été le premier à utiliser le prisme de la sécuritisation pour comprendre les dynamiques de l'éducation coranique au Nigéria.

La perception des écoles coraniques et de leurs élèves comme une menace virale a légitimé l'évacuation forcée de ces écoles et le renvoi des élèves dans leurs États d'origine au pic de la pandémie. Dès le début de la crise, le COVID-19 a suscité de vives suspensions, de nombreuses personnes considérant que les responsables politiques ont exagéré la gravité de la maladie à des fins politiques (Hoechner 2020). Dans cet article, nous étudions comment la sécuritisation des écoles coraniques et les mesures drastiques prises à leur encontre ont nourri ces suspensions dans l'État nigérian de Kano et renforcé la perception du COVID-19 comme un mensonge et un complot politique⁵. Cela montre encore une fois le caractère politique des mesures éducatives, étant intimement liées aux récits et aux dynamiques politiques auxquels elles donnent un sens et à la lumière desquels elles sont lues. Du fait de leur poids symbolique en tant que marqueurs distinguant les groupes dont l'avenir et les opportunités possèdent de la valeur (ou non) aux yeux des pouvoirs en place (Cohen *et al.* 2021, 368), les mesures éducatives revêtent une importance particulière puisqu'elles sont en mesure de faire gagner (ou perdre) la confiance des gens.

Les données utilisées dans cet article sont tirées de journaux de bord oraux enregistrés via WhatsApp depuis Kano par 14 individus entre avril et juin 2020, de neuf entretiens menés auprès d'enseignants d'écoles coraniques (*malamai* en haoussa, singulier : *malam*) et d'almajirai qui ont été touchés par les évacuations forcées des écoles, ainsi que de notre analyse de la couverture médiatique par les journaux nigériens. Le gouvernement de l'État de Kano n'a pas été le seul à sévir contre les écoles coraniques ; en réalité, la décision de fermer ces écoles et de « rapatrier » les almajirai dans leurs États d'origine a également été prise par les membres du Forum des gouverneurs du nord, un organe consultatif composé des gouverneurs de tous les États du nord (*Daily Trust* 2020a⁶). D'après notre revue de presse, les mesures prises dans l'État de Kaduna ont été au moins aussi hostiles à l'égard des écoles coraniques que celles prises dans l'État de Kano ; Nasir Ahmad El-Rufai, le gouverneur de Kaduna, a ainsi menacé d'une peine d'emprisonnement de deux ans les parents qui inscriraient leurs enfants comme almajirai (*Daily Nigerian* 2020⁷). Toutefois, si les dynamiques observées à Kano semblent refléter la situation dans d'autres États, cet article n'a pas pour objet d'approfondir cet axe.

5 Avec plus de dix millions d'habitants, l'État de Kano est le plus peuplé de la région nord du Nigéria.

6 Plusieurs États, dont Borno, Yobe, Jigawa et Zamfara, ont par la suite décidé de ne pas déplacer les almajirai.

7 El-Rufai a été élu gouverneur de l'État de Kaduna en 2015 puis confirmé à son poste en 2019.

Dans les sections suivantes, nous situerons le présent article au sein de la littérature, décrirons l'éducation coranique plus en détail, présenterons notre méthodologie et dresserons un panorama de la pandémie de COVID-19 à Kano. Nous nous intéresserons ensuite à la fermeture des écoles coraniques et à ce que les journalistes et responsables politiques ont appelé les « rapatriements » ou « évacuations » des almajirai, en mettant en miroir la rhétorique des défenseurs de ces mesures avec l'expérience des enseignants et des élèves des écoles coraniques. Dans les dernières sections, nous réfléchissons sur les différentes implications de ces épisodes sur les élèves concernés, sur la réponse apportée à la pandémie et sur les relations à long terme entre les autorités étatiques et la société.

SÉCURITISATION, ÉDUCATION ISLAMIQUE ET PANDÉMIE

La notion de sécuritisation a été proposée pour attirer l'attention sur les conséquences importantes qu'il peut y avoir à présenter un phénomène particulier comme une menace pour la sécurité. D'après Buzan, Waever et Wilde (1998), un phénomène fait l'objet d'une sécuritisation lorsqu'il « est présenté comme une menace existentielle nécessitant des mesures d'urgence et justifiant des actions qui dépassent le cadre normal de la procédure politique » (23-24). Les auteurs considèrent qu'un phénomène ne devient « pas nécessairement » un problème de sécurité « parce qu'il existe une menace existentielle réelle, mais parce que le phénomène a été présenté comme tel » (24). En d'autres termes, la menace est socialement construite. Toutefois, lorsque des acteurs puissants présentent un phénomène comme une menace, le public visé n'adhère pas forcément à leur interprétation. De récents travaux ont mis en évidence que le succès d'une sécuritisation dépend de « l'acceptation [par le public] de l'image de menace qui est présentée » (Balzacq 2019, 334), mais ce public peut être fragmenté et ne pas réagir aux arguments de façon homogène (Léonard et Kaunert 2011, 63). Dans cet article, nous montrons comment différents publics au sein du peuple nigérian ont accueilli les mesures de sécuritisation des écoles coraniques et comment ces réactions reflètent des lignes de fracture sociales préexistantes.

Les théoriciens de la sécuritisation ont montré comment les questions de sécurité sont devenues de plus en plus englobantes au fil du temps : elles concernent désormais des phénomènes qui restaient historiquement « largement en dehors des conceptions traditionnelles de ce qui constitue un problème de sécurité », notamment des phénomènes religieux et sanitaires (McInnes et Rushton 2011, 116). Différents auteurs ont mobilisé la notion de sécuritisation pour examiner comment les musulmans ont été traités après le 11 septembre 2001 et montrer comment la représentation de l'islam comme une menace sérieuse a légitimé une

augmentation de la surveillance et du contrôle (Croft 2012 ; Cesari 2013 ; voir également Ghaffar-Kucher 2009). Moins nombreux sont les auteurs qui ont étudié comment et pourquoi l'éducation islamique a commencé à être perçue et traitée comme un problème de sécurité, même si plusieurs chercheurs se sont intéressés aux liens supposés entre les écoles islamiques, la radicalisation et l'activisme (Fair 2007 ; Winthrop et Graff 2010). Starrett (2006 ; voir également Nweke 2021) constitue ici une exception. L'auteur a retracé l'origine de l'amalgame établi aux États-Unis entre les écoles islamiques et le terrorisme dans la « conception [américaine] courante de la causalité, de la rationalité et des finalités de l'éducation » (122). Dans cette conception, c'est l'expérience acquise à l'école, et non l'expérience politique plus générale, qui forge la vision du monde des individus. Cela donne du crédit à l'idée selon laquelle « ils nous détestent parce qu'ils apprennent à leurs enfants à nous détester » (122).

De nombreux auteurs ont étudié l'influence des programmes sécuritaires sur les politiques sanitaires élaborées en réponse à des maladies contagieuses. Ils montrent comment les représentations socialement construites de ce qui constitue une menace déterminent quand, comment et à qui l'on prodigue de l'aide (Benton et Dionne 2015 ; McInnes et Rushton 2011). D'une manière analogue, des spécialistes de l'anthropologie médicale ont mis en évidence que les récits qui visent à expliquer l'apparition d'une maladie contagieuse se fondent souvent sur d'anciennes divisions et inégalités sociales et politiques (Richards 2016). Cela nous permet de mieux savoir qui devient l'objet d'un discours de sécuritisation. Farmer (1992) montre que les Haïtiens ont été désignés comme les principaux coupables de l'épidémie d'infections au VIH aux États-Unis alors même que ce sont des touristes occidentaux qui ont introduit la maladie à Haïti. Les fausses accusations s'appuient sur « des “modèles folkloriques” [racistes] préexistants des Haïtiens » selon lesquels les Haïtiens seraient des idolâtres sales, pauvres et infestés de maladies. Ces analyses nous invitent à être attentifs aux stéréotypes à partir desquels les récits de menace sont construits. Dans la prochaine section, nous présenterons le système d'éducation coranique et examinerons les préjugés récurrents à l'égard de ses élèves.

L'ÉDUCATION CORANIQUE DANS LE NORD DU NIGÉRIA

Les écoles coraniques que nous étudions dans cet article accueillent des garçons et de jeunes hommes depuis l'âge de l'école primaire jusqu'à la vingtaine d'années. Les élèves partent vivre avec un professeur de religion, un malam, afin d'étudier le Coran, parcourant parfois de longues distances afin d'être accompagnés par un enseignant en particulier. Les écoles coraniques opèrent largement en dehors

du cadre étatique et ne bénéficient d'aucun soutien gouvernemental. La plupart des almajirai sont issus de familles rurales pauvres, et les écoles coraniques n'ont pas les moyens d'assurer leur subsistance. Les élèves plus âgés effectuent de petits travaux ou travaillent comme ouvriers agricoles, mais parmi les jeunes, nombreux sont ceux qui mendient pour de l'argent ou de la nourriture. De nombreux citadins considèrent la mendicité des almajirai comme une nuisance (Hoechner 2018).

Les écoles coraniques demandent rarement des frais de scolarité. En contrepartie de l'éducation qu'elles assurent, elles attendent des élèves qu'ils contribuent aux écoles par leur travail et prêtent durablement allégeance à leur professeur. Ces écoles sont ainsi accessibles aux plus pauvres. La plupart des enseignants sont eux-mêmes un produit du système d'éducation coranique, lequel se compose d'écoles similaires dans tout le Sahel occidental. Des filles fréquentent également les écoles coraniques, mais comme externes ; elles ne quittent pas le foyer pour vivre avec un professeur coranique. Les récits de menace concernant les écoles coraniques ciblent généralement les élèves de sexe masculin (Hoechner 2018 ; voir également Nweke 2021).

À l'époque précoloniale, les écoles coraniques formaient une élite instruite. Leur prestige et leur influence politique ont commencé à décliner sous le régime colonial britannique avec l'introduction de l'éducation laïque, une tendance qui s'est poursuivie dans les années 1970 lorsque les réformateurs musulmans ont commencé à établir des écoles islamiques « modernes » qui enseignaient davantage de matières dans un contexte plus formel⁸. Les familles qui soutiennent aujourd'hui les écoles coraniques les prisent, car ces écoles permettraient, selon elles, de connaître le Coran, de forger le caractère et d'acquérir des aptitudes de vie essentielles ; elles ne peuvent que rarement se permettre de payer pour un autre type d'éducation (cf. d'Aiglepierre et Bauer 2018).

Les stéréotypes négatifs attachés aux écoles coraniques remontent à l'époque du régime colonial dans la région (voir par exemple Ware 2014, sur le Sénégal). Ils ont été réactivés dans la seconde moitié du XXe siècle lorsque les mouvements islamiques réformateurs et pro-salafistes ont accusé ces écoles de mélanger culture et religion et mis en doute leurs qualifications en matière de religion. Au Nigéria, l'image des écoles coraniques s'est encore davantage détériorée lors de la révolte Maitatsine dans les années 1980 au cours de laquelle des membres d'une secte islamique, dont beaucoup ont pensé qu'ils étaient des élèves des écoles coraniques

⁸ Launay (2016, 3) note que le fait de catégoriser « les systèmes d'éducation en traditionnels ou modernes est la marque d'une idéologie de la modernité intrinsèquement liée au type d'éducation que les colons de tous genres ont tenté d'imposer à leurs sujets ».

(Lubeck 1985), se sont rebellés contre la police. Depuis 2009, l'émergence du groupe d'insurgés Boko Haram dans le nord-est du Nigéria est souvent associée aux écoles coraniques et à leurs élèves (Hansen 2016). S'il a bien été prouvé que certains almajirai ont rejoint l'insurrection, les membres recrutés par Boko Haram – qui s'oppose aussi bien au gouvernement qu'à l'éducation laïque – ont en réalité effectué leur scolarité dans des systèmes très divers (Mercy Corps 2016).

Pour de nombreux Nigériens du sud et pour de nombreux chrétiens dans tout le Nigéria, les almajirai symbolisent les maux qui affecteraient le nord du Nigéria musulman, notamment la pauvreté endémique, l'analphabétisme et un supposé extrémisme religieux. De la même manière, dans le nord, les almajirai incarnent aux yeux de nombreux musulmans aisés des zones urbaines un mode de vie social supposé arriéré et manifestent une obstination religieuse des pauvres des zones rurales (Hoechner 2018). Les récits de menace évoquent souvent les conditions de vie difficiles des almajirai et ils expliquent que cela les rend incapables de résister à l'attrait supposé des idées extrémistes, de l'argent facile ou de l'occasion de se venger de mauvais traitements subis (par exemple, Soyinka 2012). Il est intéressant de noter qu'au cours de la pandémie, la piètre condition des écoles coraniques a également été mise en avant afin de les présenter comme des foyers d'infection du COVID-19 et des vecteurs de transmission de la maladie.

Les almajirai sont le seul groupe social à avoir été ciblé par des renvois massifs ordonnés par le gouvernement – des renvois qui s'inscrivaient dans une longue histoire de mesures gouvernementales visant à garder une mainmise sur ces écoles depuis la période coloniale. Au cours des dernières décennies, plusieurs gouvernements des États du nord, dont l'État de Kano dirigé par le gouverneur Abdullahi Umar Ganduje⁹, ont cherché à faire obstacle aux écoles coraniques en interdisant la mendicité dans la rue (*Kano Focus* 2020). Les partisans du système d'éducation coranique ont condamné ces mesures, les qualifiant d'attaque contre une institution religieuse vieille de plusieurs siècles et y voyant la preuve d'un préjugé tenace depuis l'époque coloniale contre l'enseignement coranique. Cela montre encore une fois la dimension politique de l'éducation.

MÉTHODOLOGIE

Hoechner et Salisu ont recueilli les données utilisées dans cet article. Hoechner est allemande et Salisu est originaire de Kano où il vivait au moment de la collecte des

⁹ Ganduje a été élu gouverneur de l'État de Kano pour la première fois en 2015 avant d'être confirmé à son poste en 2019.

données. Hoechner se trouvait au Royaume-Uni à cette période et a communiqué avec les participants principalement par le biais de messages vocaux sur WhatsApp. Elle a vécu en tout 15 mois à Kano lors de séjours en 2009, 2011 et 2018, au cours desquels elle a mené des recherches sur l'éducation coranique. Elle a rencontré la plupart des participants qui ont tenu des journaux de bord oraux (voir ci-dessous) en 2009 et 2011. Elle parle couramment le haoussa, la *lingua franca* de la région. Le haoussa est la langue maternelle de Salisu qui est par ailleurs issu d'une école coranique. Il connaît donc bien les sensibilités culturelles et religieuses des éléments les plus conservateurs de la société qui sont parfois difficiles d'accès pour les chercheurs. Salisu a coordonné la collecte des données au niveau local et assuré la liaison avec les participants à l'étude par téléphone et en face-à-face.

Certaines données utilisées dans cet article proviennent des enregistrements des journaux de bord oraux tenus par 14 individus de l'État de Kano sous forme de messages vocaux WhatsApp entre avril et juin 2020. Les participants qui ont tenu un journal de bord ont été invités à partager leurs expériences et réflexions sur des sujets particuliers liés à la pandémie de COVID-19. Les journaux de bord n'étaient pas axés spécifiquement sur la situation au sein des écoles coraniques ; ils ont été conçus afin de comprendre un large éventail d'expériences autour du COVID-19 et de mesures engagées pour le contenir. Les 14 journaux de bord comprennent plus de 24 heures d'enregistrements.

Nous avons pris en compte plusieurs éléments afin de réaliser notre échantillonnage. Premièrement, nous avons cherché à saisir l'expérience des membres les plus pauvres de la société dont le point de vue est souvent moins visible dans la sphère publique et sur les plateformes de réseaux sociaux, du fait de difficultés à écrire en alphabet latin, à s'exprimer en anglais et à accéder aux technologies de communication. Tous les participants se sont identifiés comme des *talakawa* (haoussa), c'est-à-dire des gens pauvres ordinaires.

Notre deuxième objectif était de veiller à collecter des données provenant de zones géographiques diverses auprès de personnes d'âges, de sexes et de foyers différents, afin de saisir la plus grande variété d'expériences. Notre échantillon comprend des participants habitant dans des zones rurales de l'État de Kano (trois participants) ainsi que dans plusieurs quartiers urbains (onze participants), y compris dans des zones défavorisées en périphérie urbaine. Nous avons inclus des femmes et des mères (quatre participantes), des hommes mariés et des chefs de famille d'âge moyen (trois participants) et des jeunes hommes d'une vingtaine et d'une trentaine d'années (sept participants). Tous nos participants appartenaient à des foyers différents.

Enfin, nous avons sélectionné les participants parmi nos proches contacts afin de nous assurer leur confiance, un point essentiel étant donné le caractère sensible et politique de la recherche. Parmi les jeunes hommes participant à l'étude, six d'entre eux avaient pris part à un projet de film participatif réalisé par Hoechner en 2011 dans le cadre de ses recherches doctorales (Hoechner 2015) ; ils savaient donc bien qui elle était et sur quoi portaient ses recherches. Un financement du Fonds de réponse au COVID-19 de l'université d'East Anglia nous a permis d'acheter à nos participants des smartphones ainsi que des recharges régulières de crédit téléphonique et de données de navigation Internet.

Nous avons décidé de mener en complément des entretiens semi-structurés spécifiquement axés sur l'expérience d'enseignants et d'élèves d'écoles coraniques ayant été touchées par les évacuations forcées qui ont eu lieu en avril et mai 2020. En effet, si notre échantillon pour les journaux de bord comprenait deux enseignants coraniques, l'épouse d'un enseignant coranique et sept jeunes issus d'une école coranique, aucun d'entre eux n'avait été directement affecté par les évacuations. Nous avons donc recruté des répondants supplémentaires, en commençant par solliciter nos contacts existants ; Salisu a ensuite eu recours à des techniques à effet « boule de neige » afin de recruter d'autres personnes à interroger. Salisu a assisté en qualité d'observateur à quatre rassemblements organisés par des enseignants coraniques qui s'opposaient aux évacuations et où il a recruté d'autres répondants. Il a mené au total six entretiens en personne avec des enseignants (d'une durée de 20 à 30 minutes chacun) et trois entretiens avec des élèves (d'une durée de 10 minutes chacun) directement concernés par les évacuations forcées. Tous les élèves étaient de sexe masculin, adolescents plus âgés ou jeunes hommes d'une vingtaine d'années, et tous fréquentaient des écoles dont les enseignants ont également été interrogés par Salisu. Hoechner a également réalisé un entretien téléphonique avec un militant des droits de l'Homme qui s'était rendu à Karaye, un camp de l'État de Kano où ont été détenus des almajirai.

Toutes les personnes auprès desquelles nous avons recueilli des données se sont opposées à l'image de menace pour la sécurité qui a été assignée aux almajirai et à la façon dont ils avaient été traités. Pour rendre compte de cette représentation des écoles coraniques comme une menace dans le contexte de la pandémie de COVID-19, nous nous sommes appuyés sur le traitement médiatique de cette question et sur les déclarations du gouvernement. Nous avons rassemblé ces sources en passant en revue les communiqués de presse publiés sur le site du gouvernement de l'État de Kano et en collectant des articles de journaux à l'aide des mots-clés « almajiri », « corona » et « COVID » sur les sites web du *Daily Trust* (Abuja), du *Premium Times* (Abuja), du *Punch* (Lagos) et du *HumAngle* (Abuja). Nous avons obtenu ainsi plus

de 130 occurrences. Nous avons également tenu compte dans notre analyse des publications sur les réseaux sociaux, y compris les articles de presse « tendance ». Nous avons transcrit en haoussa et traduit en anglais les enregistrements des entretiens et les messages vocaux WhatsApp pertinents. Hoechner a analysé les données en procédant à plusieurs lectures attentives au moyen d'un codage ouvert dans NVivo, accordant une attention toute particulière aux points de vue exprimés sur le COVID-19 et les mesures gouvernementales associées, ainsi qu'à la manière dont les écoles coraniques et leurs élèves étaient présentés.

Nos conclusions sont limitées dans la mesure où nous ne nous sommes pas entretenus avec des représentants du gouvernement ni avec des membres des classes moyennes et supérieures des zones urbaines, ayant majoritairement fondé notre étude du discours de sécuritisation sur le traitement médiatique et les communiqués de presse du gouvernement. Nous n'avons pas pu observer en personne les rapatriements, ni accéder aux camps où les almajirai étaient détenus. Notre échantillon est assez restreint et ne comprend que des répondants résidant dans l'État de Kano avec lesquels nous avons échangé immédiatement après les évacuations. Nous espérons que de futurs travaux pourront faire la lumière sur les dynamiques à l'œuvre dans d'autres États et examiner les implications à long terme de cet épisode, tant sur la relation entre les autorités étatiques et les élèves et enseignants des écoles coraniques, que sur des considérations plus générales concernant le COVID-19 et les mesures sanitaires associées.

RÉSULTATS

L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19 AU NIGÉRIA

En août 2022, malgré une population dense et très mobile, le Nigéria n'avait pas connu un taux particulièrement élevé de morbidité et de mortalité lié au COVID-19 ; le pays avait enregistré un peu plus de trois mille décès liés au COVID-19¹⁰. Toutefois, la capacité de dépistage ayant été limitée tout au long de la pandémie et la population peu disposée à se faire tester, le nombre de cas diagnostiqués ne constitue qu'une approximation peu fiable. Si le bilan réel est probablement plus élevé, le pays n'a pas observé de flux massifs dans les hôpitaux ou les cimetières pendant la majeure partie de la pandémie (avec un bémol, voir ci-dessous), faisant démentir les clichés racistes d'un effondrement imminent des sociétés africaines qui circulaient début 2020 (Benton 2020). Les

10 Voir <https://covid19.ncdc.gov.ng/>.

raisons pour lesquelles le Nigéria a bien résisté face au COVID-19 ne sont pas encore totalement comprises et l'impact des nouveaux variants du virus reste à déterminer. Il est probable que la démographie du pays a joué un rôle (43 % de la population nigériane est âgée de 14 ans ou moins (Banque mondiale n.d.)).

Le Nigéria a connu une première vague de COVID-19 qui a atteint son pic en juin-juillet 2020, suivie d'une deuxième vague et un pic en janvier-février 2021. Si certaines mesures sanitaires sont restées en place jusque tard dans l'année 2021, comme le télétravail pour certains fonctionnaires, les mesures très fortes comme l'interdiction totale de sortir de chez soi et la fermeture des marchés ont été abandonnées après la première vague, étant donné leur impact dévastateur sur l'économie (Human Rights Watch 2021).

Lors des premières phases de la pandémie, de nombreux regards inquisiteurs se sont tournés vers l'État de Kano, le centre économique du nord du Nigéria et l'État le plus densément peuplé, qui, comme prévu, est devenu un épice de la pandémie en avril-mai 2020. Le premier cas de COVID-19 à Kano a été confirmé le 11 avril 2020, avant tous les autres États du nord¹¹. L'État de Kano a connu une brève période de surmortalité en avril 2020, une augmentation soudaine des décès ayant été enregistrée chez les personnes âgées et vulnérables. La plupart de ces décès n'ont pas été identifiés comme des cas de COVID-19 mais il est probable que la propagation du virus dans la communauté en ait au moins l'un des facteurs, tout comme la forte chaleur, le stress émotionnel et la pression économique causés par le confinement, ainsi que les perturbations dans l'accès aux soins (Adebowale 2020). Aucun autre épisode de surmortalité n'a été constaté, et de nombreux habitants de Kano, surtout parmi les jeunes, en sont venus depuis à considérer le virus comme une menace mineure en comparaison d'autres maladies contagieuses. En août 2022, Kano avait enregistré au total un peu plus de 5 000 cas confirmés de COVID-19 et 127 décès liés au COVID.

Si la pandémie a eu un impact relativement faible en termes de maladie et de mortalité dans le nord du Nigéria, les mesures prises pour contenir le COVID-19 lors de la première vague ont considérablement perturbé la vie sociale et économique de Kano et créé de grandes difficultés. Les déplacements entre États ont été suspendus de mi-avril à début juillet 2020, bien que les frontières soient restées relativement poreuses (Kwaifa 2020). L'obligation de rester chez soi est restée en vigueur pendant presque toute la période allant du 16 avril au 2 juillet 2020 ; les marchés et les lieux de culte ont reçu l'ordre de fermer presque tous les jours. Dans un contexte où plus de 68 pour cent de la population vit dans un état de pauvreté

11 Voir <https://covid19.ncdc.gov.ng/state/>.

multidimensionnelle (OPHI 2018) et où beaucoup de personnes dépendent de leurs revenus quotidiens pour se nourrir et nourrir leurs familles, il est rapidement apparu que le gouvernement ne pourrait pas envisager un confinement strict, à moins d'être prêt à fournir une aide adéquate à tous ceux dans le besoin (ce qu'il n'a pas fait) ou à faire usage de la force contre son peuple (cf. Nnochiri 2020).

Très vite, le confinement à Kano ne s'est plus appliqué de manière systématique, mais il a continué à perturber l'activité économique et à donner un prétexte aux forces de sécurité pour réclamer le paiement d'une amende ou des dessous-de-table à ceux qui enfreignaient les règles. Le confinement a plusieurs fois été suspendu le temps d'une journée, ce qui a entraîné une surpopulation dans les marchés, tout le monde s'étant précipité pour faire des provisions. L'ensemble de ces éléments suggère que les mesures mises en œuvre par le gouvernement de Kano n'ont pas permis d'empêcher la propagation du virus malgré les difficultés qu'elles ont créées. L'augmentation des décès sans diagnostic mentionnée précédemment corrobore cette conclusion.

LE COVID-19 VU PAR LES KANAWA

Les participants au projet des journaux de bord oraux estimaient que les restrictions qui leur avaient été imposées étaient à la fois incohérentes et préjudiciables, et constituaient la preuve que le gouvernement était totalement insensible aux besoins des pauvres (cf. Human Rights Watch 2021). Leurs expériences ont mis en évidence le décalage entre les priorités sécuritaires des élus et décideurs politiques et les *Kanawa* (les habitants de Kano) ordinaires, dont beaucoup sont pauvres. Le COVID-19 ne s'est pas manifesté concrètement dans la vie de la plupart des gens, à l'exception de l'épisode de surmortalité évoqué plus haut, mais celui-ci a été relativement court et limité à quelques quartiers urbains. Rapidement, se sont propagées des rumeurs selon lesquelles le COVID-19 était un mensonge, ou tout au moins une exagération de la réalité. Aminu, un participant au projet des journaux de bord d'une vingtaine d'années, a expliqué que les gens en sont venus à douter des intentions du gouvernement car celui-ci ne faisait pas grand-chose pour atténuer les difficultés liées à l'obligation de rester chez soi¹² :

La faim est une maladie pour laquelle il n'y a aucun remède à part la nourriture, mais le gouvernement a refusé de donner de la nourriture aux gens et a refusé de les laisser sortir

12 Nous avons modifié les noms des répondants afin de protéger leur identité.

pour trouver de la nourriture, donc nous avons compris : le gouvernement suit une certaine voie parce qu'il a son propre objectif. Encore maintenant, les gens ont des doutes [...]. Certains disent que le gouvernement fait cela pour gagner de l'argent, d'autres disent que c'est pour réduire la population du Nigéria, d'autres disent que ce sont les Européens qui ont passé un contrat ; vous entendrez tout le monde [parler]. (Aminu, extrait de journal de bord)

La suspicion décrite par Aminu évoque le contexte historique et politique complexe dans lequel la pandémie de COVID-19 s'est déployée à Kano, et notamment un scepticisme de longue date à l'égard des mesures mondiales de santé publique. En 1996, Pfizer avait mené à Kano un essai controversé du Trovan, un médicament contre la méningite, qui a provoqué la mort de 11 enfants et en a handicapé plusieurs autres (Garba et Paquette 2021). Cela a sapé la confiance de la population dans le « big pharma » et, plus généralement, dans les organismes internationaux de la santé. Au début des années 2000, une campagne d'éradication de la polio a été perturbée par une crainte diffuse, alimentée par les leaders politiques et religieux, selon laquelle les vaccins avaient été délibérément contaminés par des agents stérilisants et le VIH afin de décimer la population musulmane (Renne 2010 ; Yahya 2007).

Aujourd'hui encore, les initiatives considérées comme occidentales ou soutenues par des étrangers qui ne sont pas de confession musulmane, y compris l'Organisation mondiale de la santé, ravivent les souvenirs du colonialisme et suscitent des questionnements quant aux motivations qui sous-tendent ces actions. Cela est particulièrement vrai lorsque les maladies ciblées sont perçues comme mineures contrairement à d'autres menaces sanitaires négligées, notamment le paludisme et la rougeole (Renne 2010). Plusieurs participants au projet des journaux de bord ont déclaré que les mesures prises en réponse au COVID-19 étaient disproportionnées par rapport à la menace réelle qu'il représentait, ce qui corrobore le fait que le public ne croit pas nécessairement aux récits de menace qui lui sont présentés (Balzacq 2019). Saidu, un participant d'une trentaine d'années, se demandait pourquoi le gouvernement s'intéressait autant au COVID-19 et ne faisait pas davantage pour lutter contre le paludisme qui tue énormément de personnes.

Le fait que les responsables politiques nigériens soient largement vus comme des personnes égoïstes et corrompues rend également le public moins réceptif à certains récits de menace (cf. Human Rights Watch 2021). Selon une enquête menée en 2018 par le Pew Research Center au Nigéria, 72 pour cent des personnes interrogées étaient d'accord avec l'affirmation « la plupart des hommes politiques

sont corrompus » (Tamir 2019). Cette image négative est également manifeste dans nos données. Plusieurs participants ont déclaré qu'ils soupçonnaient le gouvernement d'avoir délibérément exagéré le danger représenté par le COVID-19 afin d'obtenir des fonds des plans d'urgence¹³. Hauwa, une participante âgée d'une quarantaine d'années, a expliqué que, selon elle, les hommes politiques manipulent les informations sanitaires afin de servir leurs propres intérêts :

Lorsqu'il y a une épidémie de choléra, ou à peu près au moment où le paludisme s'attaque aux gens, vous voyez, le gouvernement utilise cela comme une excuse, parce qu'il continuera à recevoir de l'argent des aides [...]. C'est pourquoi vous verrez qu'ils continueront à donner des informations jusqu'à ce que plus personne ne comprenne quelle est leur vérité. (Hauwa, extrait de journal de bord)

Dans la suite de cet article, nous montrerons comment la brutalité avec laquelle le gouvernement a géré la situation des écoles coraniques pendant la pandémie a alimenté ces soupçons. Alors que certains publics, y inclus des journalistes et des individus qui commentent sur les réseaux sociaux, ont adopté l'interprétation selon laquelle les écoles coraniques et leurs élèves représentaient une menace virale qui exigeait une réponse ferme, les Kanawa les plus pauvres représentés dans notre étude, dont beaucoup ont une forte affinité avec les écoles coraniques, ne se sont pas laissé facilement influencer par cette image. Les dispositifs de sécurisation n'ont fait que renforcer leur conviction que le gouvernement profitait de la pandémie afin de servir ses propres objectifs.

FERMETURES DES ÉCOLES CORANIQUES ET RAPATRIEMENTS

Les écoles formelles sont restées fermées dans tout le Nigéria de fin mars à début octobre 2020 (Dundu 2020b). Le 25 mars, le gouvernement de l'État de Kano a également publié une directive demandant aux écoles religieuses de suspendre leur fonctionnement (Ibrahim 2020), mais celle-ci n'est pas parvenue auprès de tous les enseignants islamiques. Le 14 avril, le gouverneur a annoncé un confinement imminent de sept jours et de nombreux enseignants coraniques ont été priés de renvoyer immédiatement leurs élèves chez eux. Certains malamai avaient déjà renvoyé leurs élèves, d'autres ont obtempéré, tandis que d'autres encore ont laissé à leurs élèves le soin de décider. Dans un contexte de suspicion à l'égard de la

13 Voir Benton et Dionne (2015, 228). Les auteurs décrivent des rumeurs qui circulaient au Libéria selon lesquelles des soignants auraient propagé le virus Ebola pour le compte d'hommes politiques souhaitant recevoir des aides de l'étranger.

véracité du COVID-19 et des intentions du gouvernement à l'égard de l'éducation coranique, certains malamai ont ignoré la directive et ont continué à enseigner.

Le 20 avril, le gouvernement de l'État de Kano a annoncé qu'il avait « pris des mesures pour décongestionner les écoles Almajiri, des dispositions ayant été finalisées en vue de l'évacuation officielle des élèves Almajiri vers leurs juridictions locales/États respectifs afin qu'ils retrouvent leurs familles » (Dundu 2020a). Le lendemain, le Forum des gouverneurs du nord a conclu à l'unanimité qu'il fallait suspendre l'éducation coranique classique dans toutes les régions du nord et renvoyer les élèves chez eux afin qu'ils intègrent des écoles laïques dans leurs villes et villages d'origine (Adebajo 2020). D'après le gouverneur de Kano, plus de deux mille élèves étaient rentrés dans leur État d'origine au 1er mai. D'autres États du nord ont également annoncé le rapatriement d'un nombre important d'almajirai (*Daily Trust* 2020a).

Fin avril, l'on apprenait que plusieurs almajirai expulsés de Kano, alors l'épicentre de l'épidémie de COVID-19 dans le nord du Nigéria, avaient été testés positifs au virus (*Daily Trust* 2020a). Les autres États ont alors refusé d'accepter de nouveaux almajirai, laissant dans l'incertitude ceux qui avaient déjà été conduits dans des centres de rétention ou des camps d'isolement. Pendant les semaines qui ont suivi, les journaux et les réseaux sociaux ont été inondés de commentaires sur les rapatriements. Certaines personnes ont exprimé leur inquiétude quant à l'état de santé de ces jeunes gens entassés dans des bus et des camions, et transportés dans tout le pays au beau milieu d'une pandémie, à un moment où les déplacements non-essentiels entre États étaient interdits (Onyeji 2020). Toutefois, le thème qui dominait était la crainte que les almajirai soient porteurs du COVID-19 et qu'ils répandent la maladie dans des zones qui n'avaient pas encore été touchées.

La publication, à ce moment-là, de résultats positifs au virus a vraisemblablement attisé les craintes de la population. La propagation du COVID-19 au sein des communautés était probablement déjà bien avancée dans l'État de Kano au moment des rapatriements, mais les almajirai évacués ont été le seul groupe de la population à avoir fait l'objet de tests systématiques. Cela a renforcé l'impression que le taux d'incidence parmi les almajirai était plus élevé que la moyenne. En réalité, il est impossible de savoir si les élèves des écoles coraniques étaient plus susceptibles d'être porteurs de la maladie que, par exemple, les soignants ou les agents de sécurité, dont la plupart opéraient aux postes de contrôle sans aucun équipement de protection.

Une motion introduite à la Chambre des représentants a finalement enjoint le gouvernement fédéral d'interdire aux gouverneurs du nord l'expulsion des almajirai (Ayitogo 2020). Le 12 mai, le Groupe de travail sur le COVID-19 de la présidence

nigériane a avisé les gouverneurs qu'ils devaient suspendre les déplacements des almajirai entre les États au motif qu'ils enfreignaient l'interdiction de voyager (*The Citizen* 2020). Dans la section suivante, nous examinerons plus en profondeur la rhétorique utilisée par les médias et les politiques pour parler des almajirai pendant la période que nous avons décrite ici.

DES VECTEURS DE MALADIES ?

Avant même que le COVID-19 n'atteigne le nord du Nigéria, on parlait des almajirai comme des vecteurs de maladies, comme en témoigne un article de Dahiru (2020a) publié le 1er avril sur la plateforme médiatique HumAngle :

Le risque qu'un seul Almajiri contracte le COVID-19 équivaut à infecter des milliers de personnes par progression géométrique [...] Si un seul Almajirai contracte le virus mortel, ce serait une sorte de *nunc dimittis* pour la masse d'élèves Almajiri¹⁴. Prenez également en considération le nombre de voitures prises dans les bouchons contre lesquelles ils se frottent la peau [lorsqu'ils mendient].

Comme nous l'avons souligné plus haut, ce discours a pris de l'ampleur lorsque certains almajirai renvoyés dans leur État d'origine ont été testés positifs au COVID-19. Plusieurs médias, y compris de grands journaux, ont publié des articles aux titres sensationnalistes, tels que « COVID-19 : une bombe à retardement Almajiri attend d'exploser dans le Jigawa » (Dambatta 2020) ou « L'invasion Almajiri du sud du Nigéria » (Nwokeoma 2020). Le second titre fait référence à l'arrivée supposée de « camions chargés » d'almajirai dans les États du sud-est, ce qui a suscité un tollé de protestations contre un supposé complot malveillant du nord visant à « exporter vers le sud-est des cas de patients zéro Almajiri du coronavirus » (Nnachi 2020). Tout cela montre bien les tensions qui existent entre les différentes régions et religions. Les préoccupations sécuritaires se font sentir jusque dans les réactions en apparence compatissantes face aux déplacements forcés : on y retrouve l'idée que les almajirai constitueraient un problème de sécurité, ainsi que l'image de personnes désenchantées et maltraitées qui seraient des recrues faciles pour les groupes radicaux et violents. Le *Daily Trust* (2020b) cite ainsi un défenseur des droits de l'enfant :

14 L'auteur utilise vraisemblablement l'expression *nunc dimittis* ici dans le sens de « porte d'entrée. »

C'était une grosse faute morale de déplacer ces enfants hors des États. Ils auraient dû les réhabiliter ; cela aurait été l'occasion de le faire et de leur apporter un soutien psychosocial et médical [...]. Nous produisons des kidnappeurs et des voleurs en puissance ; ils n'ont absolument rien à perdre.

Il existait manifestement de vieilles angoisses latentes à l'égard des écoles coraniques et de leurs élèves, prêtes à être réactivées afin d'appuyer des positions spécifiques dans le débat sur la « gestion appropriée » des almajirai pendant la pandémie de COVID-19.

La rhétorique officielle du gouvernement de l'État de Kano a commencé par présenter les évacuations forcées des écoles coraniques comme une solution pratique à un problème technique, en l'occurrence la surpopulation dans les écoles coraniques et la difficulté pour les élèves d'accéder à la nourriture pendant le confinement. Toute référence à la dimension politique de la mesure était évitée. Les porte-parole du gouvernement ont adopté un ton un peu plus combatif lorsque des voix se sont élevées contre les évacuations forcées des écoles et notamment contre les conditions de détention des almajirai après avoir été évacués de leurs écoles (voir ci-dessous). Le commissaire à l'éducation de l'État de Kano est ensuite passé à la radio pour réaffirmer la position du gouvernement, évoquant des craintes plus anciennes selon lesquelles les almajirai seraient facilement recrutés pour prendre part à des émeutes et à la violence politique :

Ces enfants, la plupart de ceux que vous voyez, s'il y a un embrasement, ils sont en première ligne car ils n'ont rien à perdre, ce n'est pas leur État, c'est pourquoi je vous assure qu'il n'est pas question de revenir sur ce système que le gouvernement de l'État de Kano a mis en place. (Muhammad Sanusi Sa'id Kiru, traduit du haoussa)

Le commissaire a ensuite menacé d'exproprier quiconque permettrait à des almajirai de rester sur sa propriété (par exemple, dans des bâtiments abandonnés ou inachevés). Il a également prévenu que « chaque père d'un de ces enfants à qui nous avons dit d'envoyer son fils à l'école [publique], s'il refuse de l'envoyer, nous le poursuivrons en justice et ferons en sorte qu'il aille en prison » (traduit du haoussa). Dans la section suivante, nous présenterons des témoignages de personnes appartenant au système d'éducation coranique à propos de l'évacuation des écoles, y compris des descriptions des mesures brutales prises à l'encontre des almajirai après qu'on les a présentés comme une menace virale ou sécuritaire.

**HISTOIRES VÉCUES : ÉVACUATION DES ÉCOLES CORANIQUES ET CAMPS
D'ISOLEMENT**

Je pleure comme jamais j'ai pleuré à cause de la façon dont les almajirai ont été chassés de leurs écoles au milieu de la nuit. Ils viennent réveiller le garçon en lui disant « corona », l'emmènent, l'étranglent, alors qu'il n'a que son caleçon et son maillot sur lui, certains sont emmenés sans leurs chaussures, alors entendre ce genre de nouvelles me rend triste. (Gwani Abubakar, enseignant coranique, entretien)

Les entretiens que Salisu a menés auprès d'autres malamai et almajirai corroborent la description des évacuations des almajirai citée ici. Dans tous les cas que nous avons étudiés, les écoles avaient été évacuées par des agents armés (identifiés par nos répondants comme étant soit de la police, soit de la Hisbah, la police religieuse) au beau milieu de la nuit, lorsque les élèves, voisins et passants potentiels dormaient, probablement pour éviter de la résistance. Ils n'ont pas laissé le temps aux élèves de s'habiller ou de rassembler leurs affaires avant de les pousser dans des bus, parfois sous la menace d'une arme :

Quand ils sont arrivés, ils avaient des pistolets à la main, ils vous sortent de votre sommeil, si vous dites que vous ne monterez pas dans la voiture, il dira qu'il va vous tirer dessus ou il dira qu'il va vous frapper avec [le pistolet]. (Mustapha, élève d'une école coranique, entretien)

La brutalité avec laquelle les écoles ont été évacuées décrite ici rappelle de précédents incidents violents dans les écoles nigérianes, notamment les kidnappings massifs d'élèves en pleine nuit par les insurgés de Boko Haram dans le nord-est (Human Rights Watch 2016) et par des bandits dans le nord-ouest (Yusuf 2021). Cette violence fait également écho à des méthodes policières communément appliquées face aux ennemis publics présumés, tels que les personnes suspectées de soutenir Boko Haram (Amnesty International 2015).

Tous les témoignages de nos participants s'accordent sur le fait qu'aucun protocole de distanciation sociale n'a été mis en place lors de l'évacuation des écoles, et que ni désinfectant pour les mains, ni masques de protection n'ont été mis à la disposition des élèves, alors même que les responsables ont déclaré que les évacuations avaient été effectuées pour protéger les almajirai d'une infection au COVID-19. La plupart des almajirai évacués de Kano ont été conduits dans

l'un des trois centres d'isolement installés dans les camps du Corps national des services de la jeunesse (*National Youth Service Corps*) situés à Karaye, Kuru et Gabasawa, en vue de leur renvoi dans leur État d'origine. Des images issues de vidéos provenant du camp de Karaye où auraient été détenus plus de mille enfants à un moment donné, montrent des enfants assis les uns à côté des autres sur le sol, sans qu'aucun ne porte de masque (Dahiru 2020b). Alors qu'il a été déclaré que de nombreux enfants avaient été soumis dans le camp à un test COVID, il a fallu plusieurs jours pour obtenir les résultats, y compris ceux qui se sont déclarés positifs. Compte tenu de l'absence de mesures préventives, les infections au COVID-19 auraient facilement pu se propager dans l'intervalle.

Les images qui sont sorties de Karaye suggèrent qu'aucune disposition appropriée n'a été prise pour accueillir autant d'enfants. La nourriture, l'eau et les matelas venaient parfois à manquer. Lors d'un entretien, Gwani Ismaila, un enseignant coranique qui s'était rendu dans le camp, a exprimé sa frustration face à la situation : « Puisque le gouvernement a fait tout le chemin jusqu'à notre école pour récupérer [les almajirai], il devrait s'occuper d'eux à 100 pour cent mais sur place, la nourriture pour les enfants se fait rare. »

Compte tenu de ces conditions délétères et de l'incertitude quant au sort réservé aux almajirai, d'autant plus après l'interdiction des rapatriements par les États voisins et la fermeture de leurs frontières, certains enfants ont pris les choses en main, escaladant le mur et prenant la fuite. Cependant, étant donné l'éloignement du camp (Karaye se trouve à plus de 70 km de la ville de Kano), certains d'entre eux ont eu du mal à retrouver leur chemin :

Ce qui nous dérange le plus avec ce problème concernant Karaye [...] les agents ne s'occupent pas des almajirai, ils laissent certains d'entre eux escalader le mur à l'arrière et s'enfuir, sans doute un peu plus de cent personnes, et encore à l'heure où nous parlons, nous n'avons pas retrouvé certains de nos almajirai, nous ne savons pas où ils sont. (Gwani Ismaila, enseignant coranique, entretien)

Cela a inquiété aussi bien les malamai que les parents des almajirai, comme l'a rapporté un participant au projet des journaux de bord qui était en contact étroit avec des enseignants d'écoles évacuées :

Les parents sont inquiets [...]. Je connais un homme qui est venu au moins sept jours d'affilée, il arrivait toujours de sa ville

[...], et il est venu ici chez le malam pour connaître la situation.
(Gwani Bashir, enseignant coranique, extrait de journal de bord)

Lorsque le gouvernement fédéral a ordonné la suspension du rapatriement des almajirai et que les États voisins ont fermé leurs frontières, le gouvernement de l'État de Kano s'est rapidement retrouvé dans l'embarras car il ne pouvait plus renvoyer les almajirai dans leur État d'origine. Bien qu'il n'y ait eu aucune communication officielle sur le sort qui attendait les almajirai déjà évacués se trouvant maintenant dans des camps d'isolement, les malamai avec lesquels Salisu s'est entretenu ont confirmé que certains élèves étaient retournés dans leurs écoles coraniques, que d'autres avaient été emmenés chez leurs parents (notamment ceux qui vivaient dans l'État de Kano), et que d'autres encore avaient disparu pendant un certain temps avant de réussir à rentrer chez leur malam ou leurs parents. L'intégralité de cet épisode, depuis les évacuations sous la menace d'une arme en pleine nuit jusqu'à l'absence de précautions adaptées face au COVID-19, en passant par la prise en charge déficiente dans les centres d'isolement, y compris en matière d'alimentation des élèves, pose la difficile question de savoir qui (et quels intérêts) les mesures gouvernementales étaient censées protéger. Nos répondants n'avaient guère de doutes quant à la réponse à donner à ces questions. C'est ce point que nous allons développer dans la section suivante.

UN FACTEUR DE SUSPICION ET DE SCEPTICISME À L'ÉGARD DU COVID-19

Après des décennies de relations tendues avec les autorités étatiques, les personnes affiliées au système d'éducation coranique et leurs sympathisants ne faisaient guère confiance au gouvernement pour agir dans leur intérêt ; ils ont ainsi refusé de se conformer aux messages gouvernementaux de sécurisation. Nos répondants ont affirmé sans hésiter que le gouvernement de l'État de Kano exploitait la pandémie de COVID-19 pour faire avancer un projet politique préexistant concernant l'éducation coranique, comme l'a expliqué lors d'un entretien Gwani Abubakar, un enseignant coranique : « Donc, honnêtement, comme nous le voyons, le gouvernement s'est servi de cette occasion parce que, de toute façon, il veut détruire complètement les écoles coraniques où le Coran est étudié ».

Hauwa, mère et épouse d'un enseignant coranique, s'est également demandé si des agents étrangers jouaient un rôle dans les événements :

Il y a ceux qui ne veulent pas voir les gens étudier le Coran,
c'est pourquoi ils conseillent aux gouvernements du nord du

Nigéria d'interdire l'éducation coranique. Les gouvernements ont ensuite accepté ce conseil, peut-être qu'ils ont reçu de l'argent, on ne sait pas, et puis ils ont saisi cette occasion pour interdire l'éducation coranique. (Hauwa, extrait de journal de bord)

Si le scepticisme à l'égard de la menace du COVID-19 était déjà présent au moment de la fermeture forcée des écoles coraniques, les évacuations ont probablement exacerbé ce sentiment chez les Kanawa pauvres, notamment ceux qui sont affiliés aux écoles coraniques, comme l'a fait remarquer Aminu, un participant d'une vingtaine d'années :

En particulier, maintenant, les gens commencent à exprimer des doutes et dire que peut-être nos dirigeants ont inventé cette maladie, qu'ils l'ont exagérée, que peut-être leur intention est de voir par quels moyens ils pourront mettre fin à l'éducation almajiri dans notre région, le nord du Nigéria. (Aminu, extrait de journal de bord)

En plus de s'interroger, de manière critique, sur les intentions du gouvernement, certains participants qui admettaient que le COVID-19 représentait bien une menace réelle ont également remis en question le bien-fondé des mesures adoptées dans le cadre de la réponse globale à la pandémie. D'après Hauwa, citée plus haut, en se focalisant sur les almajirai, le gouvernement est passé à côté de l'essentiel :

Vous voyez, le truc qui dérange les gens [c'est que] les gens ont faim, et regardez les décès qui se produisent, ils augmentent toujours [faisant référence à la flambée des décès sans diagnostic en avril 2020]. L'aide qu'ils apportent, elle ne parvient pas à ceux qui en ont besoin comme elle le devrait [...]. Ils devraient concentrer leur attention sur ce qu'ils doivent faire pour résoudre cette maladie, pas sur la question des almajirai. (Hauwa, extrait de journal de bord)

Sani, l'un des almajirai interrogés par Salisu, a souligné l'erreur logique qui consistait à supposer que seuls les almajirai étaient des vecteurs potentiels du COVID-19 : « Ce n'est pas juste. S'ils voulaient protéger tout le monde, alors ils évacueraient aussi les citoyens [*yan gari*], ou bien, ils devraient se procurer des kits de test et tester tous les gens chez eux. »

La rhétorique du gouvernement sur les avantages que ses mesures procureraient aux almajirai a été reçue avec scepticisme. Aminu, lui-même un ancien almajiri, doutait que les almajirai puissent effectivement accéder à une éducation laïque de qualité après avoir retrouvé leurs parents des zones rurales :

Ce truc va créer de nombreux problèmes [...]. Le gouvernement ne maintient pas en bon état les écoles laïques qu'il a dans les villages non plus, il ne les aide pas, ils étudient dans des conditions misérables, surtout maintenant qu'ils disent qu'ils ont enlevé plus d'[almajirai] et qu'ils les ont amenés, alors vous voyez tout cela ajoute des problèmes et des soucis. (Aminu, extrait de journal de bord)

Un des malamai a émis une critique similaire à l'encontre des annonces gouvernementales sur l'ouverture d'une école spéciale destinée à accueillir 900 almajirai à Kano :

Ils disent qu'il y a trois millions d'almajirai à Kano [...]. Quel que soit le nombre qu'ils ont donné, nous savons qu'ils sont nombreux, ils sont plus de 900, alors s'ils prennent ces 900 et les mettent dans cette école, qu'est-ce qu'il adviendra des autres ? [...] S'ils les empêchent [d'étudier dans les écoles coraniques], ils devraient leur dire ce qu'il adviendra d'eux. (Gwani Abubakar, enseignant coranique, entretien)

Enfin, les participants à notre étude ont déclaré que se débarrasser des almajirai aurait des conséquences négatives sur l'ensemble de la communauté : cela les empêcherait d'adresser des supplications collectives, ce que de nombreux Kanawa considèrent comme une importante source de protection, notamment contre les maladies :

S'ils voulaient vraiment trouver une solution à cette pandémie, ils ne ramasseraient pas les almajirai pour les ramener chez eux, ils viendraient et distribueraient de l'argent pour acheter de la nourriture ou bien ils fourniraient de la nourriture pour qu'ils restent et continuent à faire des du'a [prières ciblées]. Avec l'aide de Dieu, cette pandémie serait de l'histoire ancienne [...] Mais vous voyez, nos dirigeants, ils ont adopté le système occidental et pensent que c'est ce qui va les aider, mais pour nous musulmans, il y a un système qu'Allah a établi pour nous. (Gwani Shu'aibu, enseignant coranique, entretien)

Ce témoignage souligne le fait que certains systèmes de connaissances ont été privilégiés par rapport à d'autres dans la réponse apportée à la pandémie (Cohen *et al.* 2021, 368).

CONCLUSION

À ce jour, on sait encore peu de choses quant à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les institutions non formelles d'éducation religieuse, ces dernières ayant fait l'objet d'une attention limitée dans les travaux de recherche sur l'éducation en temps de crise. Dans cet article, nous avons examiné comment les écoles coraniques et leurs élèves ont été perçus et traités à Kano, dans le nord du Nigéria, pendant la première vague de la pandémie de COVID-19 en recourant à la notion de sécuritisation afin d'analyser le phénomène. Bien que l'éducation islamique ait été présentée comme une menace pour la sécurité dans le discours politique et les travaux universitaires au moins depuis le 11 septembre 2001, les dynamiques sociales et politiques qui ont permis cette sécuritisation ont rarement été étudiées de manière explicite. Nous avons montré que les élèves des écoles coraniques du nord du Nigéria ont été présentés comme des vecteurs de maladies et une menace biologique, même en l'absence de preuves épidémiologiques. Cette représentation en termes sécuritaires a été nourrie par les craintes dont l'éducation coranique fait depuis longtemps l'objet dans la région. Ces craintes s'appuient sur les préjugés à l'encontre des populations pauvres des zones rurales et sont renforcées par des tensions sectaires, interreligieuses et régionales. À tort ou à raison, les élèves des écoles coraniques sont associés depuis des dizaines d'années à la violence religieuse et politique au Nigéria. Nous avons examiné comment l'image de menace pour la sécurité des institutions d'éducation islamique s'est révélée aussi tenace que malléable dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ce qui a permis la mise en place de mesures drastiques à l'encontre des élèves des écoles coraniques. En faisant dialoguer la littérature sur la sécuritisation avec les recherches sur l'éducation islamique, nous espérons alimenter les débats sur le rôle que jouent les questions sécuritaires dans la perception et le traitement des écoles islamiques.

Sur le volet empirique, nous avons observé les conséquences de ces mesures qui ont ciblé les écoles coraniques de l'État de Kano pour les élèves concernés, pour la lutte contre la pandémie et pour les relations à long terme entre les autorités étatiques et la société. Aujourd'hui, l'éducation almajiri est toujours officiellement interdite à Kano, mais cette interdiction n'est plus appliquée depuis juin-juillet 2020. En réalité, plus de deux ans après, l'éducation coranique dans l'État de Kano est revenue à la situation qu'elle connaissait avant la pandémie. Cela ne signifie pas pour autant

que l'épisode ait été sans conséquence. Les enseignants, les élèves, leurs parents et les communautés se souviendront sans doute de la manière dont les personnes affiliées aux écoles coraniques ont été traitées, ce qui ne fera que fragiliser davantage une confiance déjà faible envers les responsables politiques et les acteurs étatiques. En plus de compromettre les chances de réforme de l'éducation et d'intégration des écoles coraniques dans le système d'éducation public, l'affaiblissement de la confiance ne présage rien de bon pour les réponses qui seront apportées lors de futures crises sanitaires. Comme nous l'avons démontré, la brutalité avec laquelle les almajirai ont été traités a renforcé la suspicion déjà présente à l'égard des intentions du gouvernement dans sa gestion du COVID-19. Ce qui ressort clairement de notre étude en matière de politique gouvernementale, c'est que les autorités seraient mal avisées de se servir des crises sanitaires aiguës comme d'une occasion de régler unilatéralement et verticalement des questions éminemment politiques.

En outre, notre étude confirme les conclusions d'autres chercheurs selon lesquelles, alors que « la confiance est cruciale » (Enria *et al.* 2021, 2) pour lutter efficacement contre une pandémie, elle ne se gagne pas instantanément : « la façon dont les citoyens vivent des mesures spécifiques et dont ils perçoivent les institutions qui les mettent en œuvre est déterminée par des structures sociales, politiques et économiques et des trajectoires historiques ». Dans cet article, nous avons montré que les mesures éducatives sont étroitement liées aux histoires et aux relations politiques dans lesquelles elles s'inscrivent, lesquelles leur confèrent un sens et auxquelles elles donnent du sens. Compte tenu de l'importance symbolique de l'éducation en tant qu'espace où s'expriment les priorités concernant l'avenir – certains groupes étant privilégiés par rapport à d'autres (Cohen *et al.* 2021, 368) – et où sont révélées les lignes de fracture sociales et politiques, les mesures éducatives peuvent en effet constituer un domaine particulièrement sensible dans lequel les gouvernements ont intérêt à faire preuve de prudence. À l'heure où nous sortons de la pandémie, une importante leçon à retenir est que l'instauration de la confiance exige « un engagement à prendre soin d'autrui qui va au-delà de la situation de crise » (Ryan, Giles-Vernick et Graham 2019, 7). Cet élément est essentiel, notamment pour ceux qui, comme les almajirai, sont couramment privés d'une telle attention.

REMERCIEMENTS

Nous remercions Hadiza Kere Abdurahman, Ulrike Theuerkauf et les deux examinateurs anonymes pour leurs commentaires pertinents sur de précédentes versions de cet article. Nous témoignons notre reconnaissance à l'égard de l'université d'East Anglia pour son financement à travers le Fonds de recherche COVID-19.

RÉFÉRENCES

- Adebajo, Kunle. 2020. "Almajiri System a Security Risk, to Be Abolished in Kaduna State, Says El-Rufai." *HumAngle*, May 28, 2020.
- Adebowale, Nike. 2020. "About 500 'mysterious Deaths' in Kano Traceable to COVID-19—Health Minister." *Premium Times*, June 8, 2020.
- Amnesty International. 2015. "Stars on Their Shoulders. Blood on Their Hands. War Crimes Committed by the Nigerian Military." London: Amnesty International.
- Ayitogo, Nasir. 2020. "Reps Condemn Repatriation of Almajiri from Northern States." *Premium Times*, May 12, 2020.
- Balzacq, Thierry. 2019. "Securitization Theory: Past, Present, and Future." *Polity* 51 (2): 331-48. <https://doi.org/10.1086/701884>.
- Benton, Adia. 2020. "Border Promiscuity, Illicit Intimacies, and Origin Stories: Or What Contagion's Bookends Tell Us About New Infectious Diseases and a Racialized Geography of Blame." *Somatosphere*, March 6, 2020.
- Benton, Adia, and Kim Yi Dionne. 2015. "International Political Economy and the 2014 West African Ebola Outbreak." *African Studies Review* 58 (1): 223-36. <https://doi.org/10.1017/asr.2015.11>.
- Boyle, Helen N. 2019. "Registered Medersas in Mali: Effectively Integrating Islamic and Western Educational Epistemologies in Practice." *Comparative Education Review* 63 (2): 145-65. <https://doi.org/10.1086/702592>.
- Buzan, Barry, Ole Waever, and Japp de Wilde. 1998. *Security: A New Framework for Analysis*. Boulder, CO: Lynne Rienner.
- Cesari, Jocelyne. 2013. *Why the West Fears Islam: An Exploration of Muslims in Liberal Democracies*. New York: Palgrave Macmillan.
- Cohen, Elisheva, Laura Wangsness Willemsen, Ritesh Shah, Frances Vavrus, Nelson Masanche Nkhoma, Sonja Anderson, Prachi Srivastava, and Sarah Dryden-Peterson. 2021. "Deconstructing and Reconstructing Comparative and International Education in Light of the COVID-19 Emergency: Imagining

the Field Anew.” *Comparative Education Review* 65 (2): 356-74. <https://doi.org/10.1086/713720>.

Croft, Stuart. 2012. *Securitizing Islam: Identity and the Search for Security*. Cambridge: Cambridge University Press.

Dahiru, Aliyu. 2020a. “COVID-19: Why Almajirai Lifestyle Endangers Social Safety Measures.” *HumAngle*, April 1, 2020.

Dahiru, Aliyu. 2020b. “Almajirai in Kano’s Colony of Affliction.” *HumAngle*, May 23, 2020.

d’Aiglepierre, Rohen, and Arthur Bauer. 2018. “The Choice of Arab-Islamic Education in Sub-Saharan Africa: Findings from a Comparative Study.” *International Journal of Educational Development* 62: 47-61. <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2018.01.004>.

Daily Nigerian. 2020. “Kaduna Parents Risk 2-Year Jail Term for Enrolling Children in Almajiri Schools—El-Rufai,” May 25, 2020.

Daily Trust. 2020a. “COVID-19: Fear of Transmission Heightens as Govs Repatriate Almajirai across States,” May 1, 2020.

Daily Trust. 2020b. “COVID-19: Lawyers Slam Govs over Repatriation of Almajirai,” May 12, 2020.

Dambatta, Abubakar. 2020. “COVID-19: An Almajiri Time Bomb Waiting to Explode in Jigawa.” *Premium Times*, May 9, 2020.

Dundu, Abubakar. 2020a. “KNSG Commences Evacuation of Almajiris to Own States.” Kano: Kano State Government.

Dundu, Abubakar. 2020b. “KNSG Re-Opens Schools, Revises Academic Calendar.” Kano: Kano State Government. 2020.

Enria, Luisa, Naomi Waterlow, Nina Trivedy Rogers, Hannah Brindle, Sham Lal, Rosalind M. Eggo, Shelley Lees, and Chrissy h. Roberts. 2021. “Trust and Transparency in Times of Crisis: Results from an Online Survey during the First Wave (April 2020) of the COVID-19 Epidemic in the UK.” *PLoS ONE* 16 (2). <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0239247>.

- Fair, Christine. 2007. "Militant Recruitment in Pakistan: A New Look at the Militancy-Madrasah Connection." *Asia Policy* 4: 107-134. <https://doi.org/10.1353/asp.2007.0006>.
- Farmer, Paul. 1992. *AIDS and Accusation: Haiti and the Geography of Blame*. Berkeley: University of California Press.
- Froerer, Peggy. 2012. "Anthropology and Learning." In *The Routledge International Handbook on Learning*, edited by Peter Jarvis and Mary Watts, 367-75. London: Routledge.
- Garba, Ibrahim, and Danielle Paquette. 2021. "In This Nigerian City, Pfizer Fears Loom over the Vaccine Rollout." *Washington Post*, March 20, 2021.
- Ghaffar-Kucher, Ameena. 2009. "Citizenship and Belonging in an Age of Insecurity: Pakistani Immigrant Youth in New York City." In *Critical Approaches to Comparative Education: Vertical Case Studies from Africa, Europe, the Middle East, and the Americas*, edited by Frances Vavrus and Lesley Bartlett. New York: Palgrave.
- Hansen, William. 2016. "Poverty and 'Economic Deprivation Theory': Street Children, Qur'anic Schools/Almajirai and the Dispossessed as a Source of Recruitment for Boko Haram and Other Religious, Political and Criminal Groups in Northern Nigeria." *Perspectives on Terrorism* 10 (5): 83-95.
- Harber, Clive. 2014. *Education and International Development: Theory, Practice and Issues*. Oxford: Symposium Books.
- Hefner, Robert W, and Muhammad Qasim Zaman, eds. 2007. *Schooling Islam. The Culture and Politics of Modern Muslim Education*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Hoechner, Hannah. 2015. "Participatory Filmmaking with Qur'anic Students in Kano, Nigeria: 'Speak Good about Us or Keep Quiet!'" *International Journal of Social Research Methodology* 18 (6): 635-49. <https://doi.org/10.1080/13645579.2014.929877>.
- Hoechner, Hannah. 2018. *Quranic Schools in Northern Nigeria: Everyday Experiences of Youth, Faith, and Poverty*. Cambridge: Cambridge University Press.

- Hoechner, Hannah. 2020. "In Northern Nigeria, Distrust Jeopardises the Response to Coronavirus." *The Conversation*, April 15, 2020.
- Human Rights Watch. 2016. "'They Set the Classrooms on Fire': Attacks on Education in Northeast Nigeria." Human Rights Watch. https://doi.org/10.1163/2210-7975_hrd-2156-2016045.
- Human Rights Watch. 2021. "'Between Hunger and the Virus': The Impact of the COVID-19 Pandemic on People Living in Poverty in Lagos, Nigeria." Human Rights Watch.
- Ibrahim, Nasir. 2020. "COVID-19: Kano Govt. Shuts Tsangaya, Quranic Schools." *Premium Times*, March 25, 2020.
- Kano Focus*. 2020. "Critics of Almajiri Ban Are Anti-Development—Ganduje," March 1, 2020.
- Kwaifa, Aliyu. 2020. "Governors Violating Interstate Travel Ban." *Daily Trust*, June 5, 2020.
- Launay, Robert, ed. 2016. *Islamic Education in Africa. Writing Boards and Black Boards*. Bloomington, IN: Indiana University Press.
- Léonard, Sarah, and Christian Kaunert. 2011. "Reconceptualizing the Audience in Securitization Theory." In *Securitization Theory: How Security Problems Emerge and Dissolve*, edited by Thierry Balzacq, 57-76. London: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203868508-11>.
- Lubeck, Paul M. 1985. "Islamic Protest under Semi-Industrial Capitalism: 'Yan Tatsine Explained." *Africa* 55 (4): 369-89. <https://doi.org/10.2307/1160172>.
- McInnes, Colin, and Simon Rushton. 2011. "HIV/AIDS and Securitization Theory." *European Journal of International Relations* 19 (1): 115-38. <https://doi.org/10.1177/1354066111425258>.
- Mercy Corps. 2016. "'Motivations and Empty Promises': Voices of Former Boko Haram Combatants and Nigerian Youth." Portland and Edinburgh: Mercy Corps.

- Nnachi, Edward. 2020. "Deport Almajiris in South-East, Ohanaeze Youths Tell Govs." *Punch*, May 6, 2020.
- Nnochiri, Ikechukwu. 2020. "Security Agents Killed More Nigerians within 14 Days than Coronavirus–NHRC." *Vanguard*, April 16, 2020.
- Nweke, Charles. 2021. "The Securitization of the Almajirai. A Study of the Process Underpinning the Production of the Almajirai as Threats." Wageningen, Netherlands: Wageningen University.
- Nwokeoma, Joel. 2020. "The Almajiri Invasion of Southern Nigeria." *Punch*, May 15, 2020.
- Onyeji, Ebuka. 2020. "Human Rights Commission Wants Permanent Solution for Almajiri Challenge." *Premium Times*, May 30, 2020.
- OPHI (Oxford Poverty and Human Development Initiative). 2018. "Global MPI Country Briefing 2018: Nigeria (Sub-Saharan Africa)." Oxford: Oxford Poverty and Human Development Initiative, Oxford Department of International Development.
- Renne, Elisha P. 2010. *The Politics of Polio in Northern Nigeria*. Bloomington, IN: Indiana University Press.
- Richards, Paul. 2016. *Ebola: How a People's Science Helped End an Epidemic*. London: Zed Books.
- Ryan, Molly J, Tamara Giles-Vernick, and Janice E Graham. 2019. "Technologies of Trust in Epidemic Response: Openness, Reflexivity and Accountability during the 2014-2016 Ebola Outbreak in West Africa." *BMJ Global Health* 4 (1): e001272. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2018-001272>.
- Sanusi, Sanusi Lamido. 2017. "Nigeria between the Past and the Future: Culture, Governance and Development." London: School of Oriental and African Studies. <https://www.youtube.com/watch?v=ciV5Vi-3Adw>.
- Shepler, Susan. 2017. "We Know Who Is Eating the Ebola Money!': Corruption, the State, and the Ebola Response." *Anthropological Quarterly* 90 (2): 451-73. <https://doi.org/10.1353/anq.2017.0026>.

- Soyinka, Wole. 2012. "The Butchers of Nigeria." *Newsweek*, 1-5.
- Starrett, Gregory. 2006. "The American Interest in Islamic Schooling: A Misplaced Emphasis?" *Middle East Policy* 13 (1): 120-31. <https://doi.org/10.1111/j.1475-4967.2006.00242.x>.
- Tamir, Christine. 2019. "As Elections Near, Nigerians View Their Country's Economy and Political System Negatively." Pew Research Center, February 12, 2019. <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2019/02/12/as-elections-near-nigerians-view-their-countrys-economy-and-political-system-negatively/>.
- The Citizen*. 2020. "FG Suspends Interstate Relocation of Almajirai as Reps Condemn Evacuation," May 13, 2020.
- Ware, Rudolph. 2014. *The Walking Qur'an. Islamic Education, Embodied Knowledge, and History in West Africa*. Chapel Hill: University of North Carolina Press.
- Winthrop, Rebecca, and Corinne Graff. 2010. "Beyond Madrasas: Assessing the Links between Education and Militancy in Pakistan." Center for Universal Education Working Paper 2. Washington, DC: Brookings Institution. <https://doi.org/10.2139/ssrn.1629254>.
- World Bank. n.d.. "Population Ages 0-14 (% of Total Population)—Nigeria." World Bank. Accessed September 2, 2022. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.0014.TO.ZS?lang=en&locations=NG>.
- Yahya, Maryam. 2007. "Polio Vaccines—'No Thank You!' Barriers to Polio Eradication in Northern Nigeria." *African Affairs* 106 (423): 185-204. <https://doi.org/10.1093/afraf/adm016>.
- Yusuf, Kabir. 2021. "Timeline: Nigeria's Alarming Trend of Mass Abduction of School Children." *Premium Times*, February 27, 2021.